

RAPPORT N° 309 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 13 NOVEMBRE 2021

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 6 au 13 novembre 2021 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins six (6) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore également le cas d'une (1) femme qui a été violemment battue par son mari et de trois (3) personnes qui ont été enlevées par des agents de la Police nationale et du Service national de renseignement (SNR).

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la nuit de lundi 9 novembre 2021, vers 22 h 30 min, un homme connu sous le nom de Léonidas Ngendanzi (56 ans) est mort calciné dans sa maison située sur la colline de Gatanga, en commune et province de Kayanza (nord du Burundi).

Selon des sources locales, un incendie s'est déclaré dans sa maison qui servait en même temps de boutique à la suite d'une dispute entre l'homme et son fils âgé de 22 ans où les deux avaient échangé de propos empreints d'inimitié. Un des enfants du défunt a affirmé que la querelle avait pour origine un flash disque contenant des films et de la musique que le père avait confisqué des mains du grand frère de l'auteur présumé de l'incendie criminel.

Les mêmes sources révèlent que le garçon, pris de colère, s'est saisi d'un sachet qu'il a brûlé et jeté dans une pièce dans laquelle se trouvaient des marchandises. Aussitôt, le feu a consumé tout ce qui se trouvait dans la maison, y compris la

victime qui n'a pas eu la chance d'échapper à l'incendie. Le présumé auteur a directement pris la fuite juste après l'incident.

- Dans la matinée de mercredi 10 novembre 2021, trois jeunes hommes non identifiés ont été tués par des policiers et militaires dans la localité appelée « Kumateka » de la zone de Ruganza de la commune de Matongo, en province de Kayanza, à la lisière de la forêt de la Kibira.

Selon des sources locales, la police et l'administration locale ont présenté ces hommes comme des terroristes qui étaient au nombre de quatre dont l'un d'eux a fait exploser une grenade qui a blessé le chef de zone de Ruganza et un policier, tandis qu'un autre a été capturé vivant.

- Dans la matinée de mercredi 10 novembre 2021 vers 9 heures, une jeune fille de 12 ans nommée Géraldine Niyonsenga a été tuée sur la colline de Butihinda de la commune de Gitobe, en province de Kirundo (nord du Burundi).

Selon des sources locales, la victime a succombé à des coups et blessures qui lui ont été infligés par son oncle Bonaventure Miburo après l'avoir accusée d'avoir endommagé son champ de haricots. Les mêmes sources précisent que l'auteur a été arrêté par la police pour une enquête.

- Dans la nuit de mercredi 10 novembre 2021, une femme connue sous le nom de Béatrice Nshimirimana a été tuée au quartier de Birongozi dans la commune et province de Rutana (sud-est du Burundi).

Selon des sources locales, le corps décapité de la victime a été retrouvé le lendemain. Les mêmes sources estiment que la victime aurait été tuée par un homme non encore identifié qui avait passé la nuit avec cette femme qui était une prostituée.

2. Atteintes au droit à l'intégrité physique (violence conjugale)

- En date du 8 novembre 2021, une femme connue sous le nom de Claudine Nemerimana (28 ans) a été battue à coups de gourdin par son mari Elias Minani (34 ans) sur la sous-colline de Kayigi de la colline de Nyarubera, en commune et province de Rutana. Selon des sources locales, la victime a été admise à l'hôpital de Rutana tandis que son mari a été arrêté par la police et détenu au commissariat de police à Rutana. Les mêmes sources précisent qu'Elias Minani a battu sa femme pour lui avoir refusé de vendre la propriété familiale.

3. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

- Depuis le 23 octobre 2021 vers 18 h 30 min, Rémy Niyonsaba, un enseignant à l'école fondamentale de Ruhanza située dans la commune de Giheta de la province de Gitega (centre du Burundi) a été enlevé au chef-lieu de la commune de Mbuye en province de Muramvya par des hommes en tenue militaire et policière et l'ont embarqué manu militari à bord d'un véhicule double cabine aux vitres teintées vers une destination inconnue.

Selon des témoins, les ravisseurs de Rémy Niyonsaba, un militant du parti CNL (Congrès national pour la liberté), se trouvaient tout près du bureau communal de Mbuye. Les proches de la victime affirment l'avoir cherché dans tous les cachots en province de Gitega et Muramvya et même dans ceux de la capitale économique Bujumbura, mais en vain.

SOS-Torture Burundi note que c'est la deuxième fois que Rémy Niyonsaba est victime d'enlèvement. Il avait connu le même sort le 29 septembre 2020 vers 14 heures non loin du Lycée communal de Giheta, à l'endroit appelé « Kukirato », lorsqu'il avait été kidnappé par des hommes armés en tenue policière qui l'avaient embarqué à bord d'une voiture Toyota Carina de type TI de couleur noire. Il s'était

par la suite retrouvé à la prison centrale de Bujumbura avant de recouvrer sa liberté en juin dernier après avoir passé dix mois en détention arbitraire.

- Dans la nuit de dimanche 7 novembre 2021 vers 19 heures, une fille connue sous le nom de Francine Bukuru (29 ans), originaire de la colline de Bwato de la zone de Shombo, en commune et province de Muramvya (centre du Burundi), a été enlevée par des agents du SNR (Service national de renseignement) au bistro où elle travaillait à Kajaga, en commune de Mutimbuze de la province de Bujumbura (ouest du Burundi). Les membres de sa famille l'ont cherchée dans tous les cachots sans la retrouver.
- Dans l'après-midi de lundi 8 novembre 2021 vers 13 heures, Innocent Girukwigomba, un ancien OPJ (Officier de police judiciaire) au poste de police de Musaga en mairie de Bujumbura, a été brutalement enlevé au centre-ville de Bujumbura en zone de Rohero, à l'avenue de l'ONU, près de l'hôpital appelé « Chez Binagana », par des hommes en uniforme de police à bord d'une voiture Toyota TI immatriculée IA 3077 qui l'ont embarqué vers une destination inconnue.

Selon des témoins, le Brigadier Innocent Girukwigomba issu de l'ex-FAB (Forces Armées Burundaises) et natif de la commune de Buraza en province de Gitega (centre du Burundi) se rendait à un rendez-vous avec une personne qui l'avait appelé au téléphone pour se rencontrer au même endroit où il a été enlevé.

Les mêmes sources révèlent que le policier Innocent Girukwigomba avait été enlevé le 14 septembre 2016 par des inconnus, alors qu'il était encore en fonction, avant de se retrouver dans la prison centrale de Ngozi d'où il venait d'être libéré au mois d'avril dernier dans le cadre de la mesure de grâce présidentielle décrétée en mars 2021.



SOS - Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

SOS-Torture Burundi dénonce ces actes d'enlèvements qui sont devenus récurrents et craint qu'ils puissent se transformer en des cas de disparitions forcées du moment que les proches des victimes n'ont jusqu'ici pas accès aux endroits où sont détenus les leurs.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.